



Loi Climat et Résilience : ce qui va changer

Suite de la Convention Citoyenne pour le Climat :



Projet de loi Climat et Résilience adopté
par le Parlement le **20 juillet 2021**



Avancées majeures pour
la rénovation énergétique

De nouvelles définitions

Rénovation énergétique performante...

- + Atteinte des classes A ou B au DPE ou saut de deux classes au DPE ou atteinte d’une classe C si le bâtiment est de classe F ou G
- + Étude de 6 postes de travaux ou obligation de traitement si saut de deux classes sans atteindre le niveau B

...qui devient globale si...

Les 6 postes de travaux sont réalisés
dans un délai maximal :



Moins de 18 mois



Moins de 24 mois

Une obligation d’audit énergétique pour les ventes de logements individuels et mono propriétés

- + **2022** : classés F ou G¹
- + **2025** : classés E²
- + **2034** : classés D

Une interdiction de location des logements dits “passoires énergétiques”

- + **Dès 2025** si classés G
- + **Dès 2028** si classés F
- + **Dès 2034** si classés E

¹2024 et ²2028 dans le cas où ledit logement se trouverait en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte.

Mon Accompagnateur Rénov’

Un plan de route pour
la rénovation énergétique
des particuliers en 3 axes

Date d’entrée en vigueur au plus tard
le 1^{er} janvier 2023

**Accompagnement réalisé par un acteur agréé
obligatoire pour toute rénovation dépassant
5 000 euros de travaux**



Diagnostic énergétique avant travaux



Plan de financement obligatoire



Audit après travaux

Certaines aides applicables aujourd’hui aux rénovations globales seront
progressivement conditionnées au dispositif Mon Accompagnateur Rénov’

Dispositif CEE

Economie circulaire et CEE

Remise d’un rapport du
gouvernement sur la pertinence
d’intégrer l’analyse du cycle de vie
des matériaux et équipements
subventionnés avant le début
de la 5^{ème} période.

Lutte contre la fraude

Les acquéreurs de
CEE devront mettre
en place des dispositifs
d’identification,
d’évaluation et de
gestion des risques³.

À noter une extension des
destinataires du dispositif
d’échange d’informations :
Tracfin, URSSAF, police,
gendarmerie, Anah et
services déconcentrés.

³Les modalités seront précisées par décret.



L’avis Hellio

Les avancées doivent être saluées, elles donnent un cadre mais
donnent-elles des moyens à la hauteur de l’énergie déployée
par les citoyens et des enjeux ? L’Europe donne le ton avec un
paquet climat qui demande de doubler l’effort d’ici 2030. Le
changement d’échelle viendra principalement des solutions
déployées par les territoires et les acteurs de terrain.